

DÉVELOPPER DES VILLES PLUS VERTES

en République démocratique du
CONGO



Ce qu'a apporté un projet de développement d'horticulture urbaine et périurbaine dans cinq villes:

- ▶ 150 000 tonnes de légumes par an
- ▶ Des produits frais et nourrissants à 11,5 millions de citoyens
- ▶ Des moyens d'existence durables à 16 000 petits exploitants maraîchers
- ▶ Des revenus à 60 000 personnes participant à la chaîne de valeur horticole



Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou d'autres fins commerciales, y compris pour fins didactiques, pourrait engendrer des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie).

DÉVELOPPER DES VILLES PLUS VERTES en République démocratique du **CONGO**

- 2 Avant-propos, introduction
- 3 Historique, le projet, le pays
- 4 Première phase, 2000-2004
Les semailles
- 6 *Lubumbashi plus verte*
- 8 *Naviundu: Un périmètre «historique»
résiste à l'avance de la ville*
- 12 *Katuba: Progrès au cœur de la ville*
- 14 Deuxième phase, 2004-2007
Période de croissance
- 16 *Kilobelobe: Le «potager» de la ville assure
des légumes frais et des emplois*
- 18 *Kamilombe: Les terrains verts attirent
les opérateurs*
- 22 *Marché de Pande: Un commerce actif
de légumes locaux*
- 24 Troisième phase, 2008-2012
Les moissons
- 26 *Tshamalale: L'irrigation au goutte-à-goutte
permet d'intensifier la production*
- 30 *Kashamata: «C'est toute ma vie qui est ici»*
- 32 Crédits

Produire des aliments dans des villes plus vertes

L'accroissement de la population urbaine dans le monde en développement équivaut à l'apparition d'une nouvelle ville de la taille de Lagos tous les deux mois. À mesure que l'urbanisation s'accélérera dans les décennies à venir, les pays à faible revenu seront nombreux à affronter le risque de voir s'étendre des bidonvilles comptant de nombreux habitants jeunes et vulnérables.

C'est maintenant qu'il faut agir pour orienter le développement urbain vers des *villes vertes* qui apportent sécurité alimentaire, emplois décents, environnement plus propre et bonne gouvernance pour tous. Poursuivant cet objectif, la FAO encourage le développement de l'horticulture urbaine et périurbaine productive et durable.

Le maraîchage dans les agglomérations et les villes et dans leurs environs est un apport à la sécurité alimentaire et à la nutrition urbaines, car il permet d'accroître l'offre de produits frais, riches en vitamines et en minéraux essentiels. Du fait que les coûts de démarrage sont faibles et la valeur des produits élevée, l'horticulture urbaine et périurbaine (HUP) assure des moyens d'existence aux citoyens pauvres, en particulier à ceux qui viennent d'arriver de la campagne. Elle crée d'autres emplois dans l'approvisionnement en intrants et de la valeur ajoutée du producteur au consommateur.

De plus, le recyclage des déchets organiques municipaux sous forme de compost pour les potagers contribue à accroître la production alimentaire tout en rendant plus propres les rues de la ville. L'HUP fait qu'on a moins besoin de transporter les légumes depuis des zones rurales éloignées, ce qui économise du carburant et réduit la pollution atmosphérique. Les «ceintures vertes» d'exploitations maraîchères protègent les terres écologiquement fragiles de l'expansion urbaine sauvage.

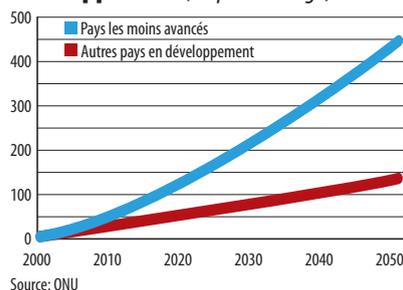
En mettant en place un secteur viable d'HUP, on se dote d'un laboratoire de bonne gouvernance, car on encourage une collaboration plus étroite entre pouvoirs publics et départements municipaux. Enfin, et ce n'est pas le moins important, l'HUP contribue à la santé des communautés – les exploitations maraîchères assurent aux groupes vulnérables et aux exclus des vivres, un revenu et une entreprise commune, offrant un utile exutoire à l'énergie des jeunes.

Le rapport qui suit, consacré à un projet bénéficiant d'une aide de la FAO en République démocratique du Congo, illustre les avantages à tirer du développement de l'HUP et souligne l'apport important qu'elle représente pour des villes plus vertes.

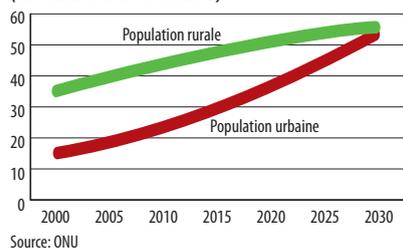
Shivaji Pandey

Directeur, Division de la production végétale et de la protection des plantes
l'Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

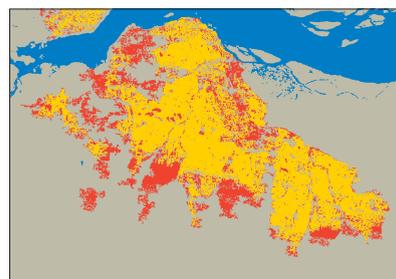
Accroissement de la population urbaine dans le monde en développement (en pourcentage)



Accroissement de la population urbaine et rurale en République démocratique du Congo (en millions d'habitants)



Croissance de Kinshasa (en rouge) 2000-2006



«Un modèle de réussite»

La République démocratique du Congo est un des géants de l'Afrique. De la taille de l'Europe occidentale, elle dispose de vastes richesses naturelles – eau, terres arables, minéraux, et surtout, population ingénieuse. Après des années de douloureuse instabilité politique, elle a retrouvé désormais le chemin du développement socioéconomique, déterminée à prendre la place qui lui revient dans la région et dans la communauté internationale.

Dans les années à venir, le pays aura un nouveau défi à relever. L'accroissement de la population y dépasse les 2,6 pour cent annuels, de sorte qu'elle est passée de 50 millions d'habitants en 2000 à 68 millions d'habitants à peine dix ans plus tard. La majeure partie de cet accroissement est dans les agglomérations et les villes, du fait de l'accroissement naturel et de la migration depuis les campagnes. La croissance urbaine rapide, comme dans nombre d'autres pays à faible revenu, s'accompagne de taux élevés de pauvreté, de chômage et de sous-alimentation.

Toutefois la République démocratique du Congo est bien mieux préparée que la plupart des autres à faire face aux conséquences d'une urbanisation massive et rapide. Ces 10 dernières années, la FAO a collaboré avec les autorités nationales, provinciales et municipales du pays à un projet de développement de l'horticulture urbaine et périurbaine, à Kinshasa et dans quatre autres villes.

Les activités du projet ont touché plus de 16 000 petits maraîchers et amélioré l'irrigation et le drainage sur près de la moitié de la superficie totale des terres horticoles. Par le biais d'écoles au champ, le projet a introduit de meilleures méthodes de culture, qui ont permis une forte croissance de la production de légumes et des revenus des maraîchers. L'horticulture dans cinq villes et dans leurs environs, qui produit désormais quelque 150 000 tonnes de légumes par an, a créé dans la chaîne de valeur, selon les estimations, des emplois pour 60 000 personnes.

Ce projet est véritablement «un modèle de réussite». Elle donne l'exemple d'un développement efficace de l'horticulture urbaine et périurbaine, qui pourra servir à d'autres villes et agglomérations de la République démocratique du Congo et de bien d'autres pays d'Afrique.

Ndiaga Gueye

Représentant de la FAO
en République démocratique du Congo





Première phase: 2000-2004

Les semailles

À Lubumbashi, des maraîchers préparent une pépinière de jeunes plants

La première phase du projet a visé Kinshasa et Lubumbashi. Elle avait pour but d'élargir et de diversifier la consommation de produits de l'horticulture, tout en créant des emplois et en assurant des revenus aux petits maraîchers urbains et périurbains.

Lorsque le projet a démarré en juin 2000, l'horticulture urbaine et périurbaine produisait selon les estimations 30 000 tonnes de légumes par an à Kinshasa et 2 250 tonnes à Lubumbashi. Certains de ces légumes étaient cultivés dans des potagers familiaux pour consommation propre et d'autres dans quelques grandes exploitations, mais la grande majorité de la production provenait des 5 000 petites exploitations maraîchères d'une superficie totale

de 1 000 ha à Kinshasa et de moins de 100 ha à Lubumbashi.

Les producteurs de Kinshasa et des alentours cultivaient des terrains d'une superficie qui ne dépassait parfois pas 300 m², la culture et la vente des légumes étant leur unique source de revenus. Certains avaient été organisés en associations comptant de 10 à 20 membres par des programmes du gouvernement précédent. Un tiers environ de ces producteurs étaient des productrices.

La consommation de fruits et de légumes dans les deux villes était inférieure à la moitié du minimum recommandé par la FAO et l'OMS, qui est de 400 g par personne et par jour. Mais il existait de bonnes possibilités d'accroître la production: l'une et l'autre villes offraient des travailleurs en abondance (en particulier des ruraux arrivés récemment, qui savaient cultiver la terre) et, surtout aux alentours de Lubumbashi, des terrains fertiles de bonne taille convenant à l'horticulture.

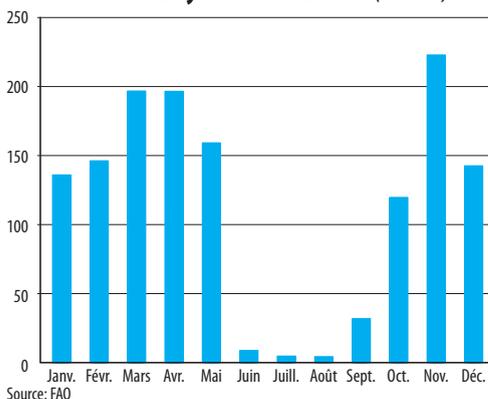


En 2000, les périmètres maraîchers de Kinshasa produisaient surtout des légumes traditionnels tels que l'amarante

Un secteur désorganisé. Un état des lieux du secteur de l'horticulture urbaine et périurbaine, réalisé antérieurement par la FAO, y avait mis en évidence différents obstacles au développement durable:

- *Absence de politiques et de stratégies claires des pouvoirs publics à l'appui du secteur.* Il n'y avait quasiment pas de réglementation de l'horticulture urbaine et périurbaine. Bien qu'un Service national d'appui au développement de l'horticulture urbaine et périurbaine (SENAHUP) ait été mis en place par le gouvernement en 1996, les troubles civils et la prolifération urbaine sauvage avaient laissé le secteur complètement désorganisé.
- *Absence de statut d'occupation sûr des terres servant à la production de légumes.* Les petits maraîchers cultivaient pour la plupart des terrains vagues, sans permis ni titres fonciers accordés par les autorités municipales. À Kinshasa, même les coopératives maraîchères n'avaient légalement aucun droit sur les terres qu'elles cultivaient. Sans statut d'occupation sûr, les exploitants n'avaient que des moyens d'existence précaires et n'étaient guère motivés pour investir dans leur production.
- *Accès limité à l'eau et insuffisances de l'irrigation et du drainage.* Des inondations ont paralysé la production en pleine saison des pluies (octobre à mai), tandis que faute d'irrigation, les superficies cultivables se trouvaient réduites pendant la saison sèche (juin à septembre). Les femmes allaient chercher de l'eau à des sources

Pluviométrie moyenne à Kinshasa (en mm)



Ministère du Développement Rural. Le Service national d'appui au développement de l'horticulture urbaine et périurbaine (SENAHUP), qui relève du Ministère, assure l'encadrement d'ensemble par un coordonnateur basé à Kinshasa.

Bureaux municipaux de l'horticulture du SENAHUP. Dotés d'un conseiller d'HUP et de spécialistes d'économie agricole, de génie agricole et de vulgarisation horticole, ils gèrent dans chaque ville les interventions du projet.

Comités municipaux de concertation. Présidés par le maire de chaque ville, ils facilitent l'intégration de l'HUP dans la planification d'urbanisme. Ils comprennent les responsables municipaux chargés de l'agriculture, de l'urbanisme et des affaires foncières, ainsi que des représentants des associations de maraîchers et des ONG.

Bureau de pays de la FAO à Kinshasa. Il gère l'aide de la FAO par l'intermédiaire d'un Conseiller technique principal.

Siège de la FAO à Rome. Il assure l'appui technique, contrôle les progrès du projet et tire les enseignements voulus pour optimiser les politiques, les dispositifs institutionnels et les services de soutien de l'HUP dans d'autres pays en développement.



Mbanza-Ngungu. Bruno Kitiaka (à gauche), conseiller pour l'HUP, délibère avec les membres du comité municipal de concertation sur les demandes de bail déposées par les maraîchers pour les terrains

éloignées parfois de 500 m de leur terrain et certains maraîchers utilisaient des eaux usées non traitées.

- *Production faible et nombre limité d'espèces et de variétés.* Les techniques de production étaient rudimentaires et les rendements très bas. Les engrais minéraux n'étaient généralement pas disponibles et les semences améliorées coûteuses, avec un approvisionnement irrégulier. Le rendement moyen pour la tomate restait inférieur à 8 tonnes à Lubumbashi, alors que la moyenne mondiale est d'environ 30 tonnes.
- *Maraîchers mal organisés et absence de services d'appui.* Les associations de maraîchers n'avaient guère de contacts avec les agents de vulgarisation. Même lorsque des intrants étaient disponibles, l'offre était souvent décalée dans le temps par rapport au calendrier de production. Les petits maraîchers n'ayant pas accès aux prêts bancaires, la seule autre possibilité était de recourir aux prêteurs, qui pratiquent des taux d'intérêt élevés. Faute

UN DISPOSITIF INSTITUTIONNEL D'APPUI AUX ACTIVITÉS DU PROJET

d'installations après récolte et de traitement, les exploitants étaient contraints de vendre directement depuis les champs, ce qui engorgeait les marchés et faisait baisser les prix.

Pour éliminer ces obstacles, plusieurs interventions prévues dans le projet ont eu pour objet de renforcer la base de production du secteur à Kinshasa et Lubumbashi. Pour soutenir ces activités, le projet a comporté la mise en place d'un dispositif institutionnel qui a mis en relation toutes les parties prenantes: la FAO, le Ministère du développement rural, les autorités municipales, les services d'appui à l'horticulture et les maraîchers.

Droits fonciers. Face à une situation où la plupart des exploitants travaillent sans permis, le projet a aidé à constituer un comité municipal de concertation dans chacune des deux villes. Les comités ont géré le métrage et la démarcation des zones existantes de maraîchage, ainsi que l'obtention de permis pour les exploitants ou les groupes d'exploitants qui s'en servaient.



La ciboulette pousse dans la vallée de Kimwenza, périmètre maraîcher de 60 ha situé à la périphérie sud de la capitale

Bien souvent, la «régularisation» a commencé par l'enregistrement en tant qu'associations de groupes informels de maraîchers. Une fois identifiés les terrains et leurs utilisateurs, les comités ont traité les demandes de permis des associations, généralement déposées auprès des services fonciers municipaux. Au cours de la première phase, les comités ont fait obtenir des baux pour 600 ha de terrains à Kinshasa et 150 ha à Lubumbashi. Dans certains cas, ils ont facilité des



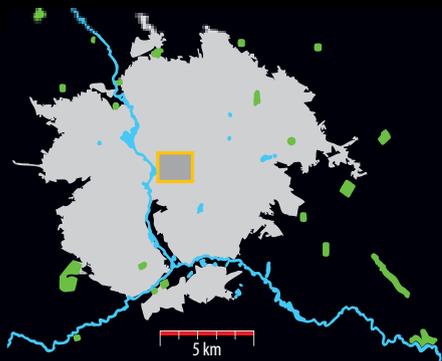
Lubumbashi plus verte

La ville animée de Lubumbashi est un grand centre commercial et industriel, centre nerveux des exportations de cuivre et de cobalt venus de la province du Katanga. Depuis 2000, la population a connu un accroissement de plus de 50 pour cent, atteignant selon des estimations prudentes 1,5 million d'habitants. Progressant au même rythme, le projet a permis de créer un secteur florissant d'horticulture urbaine et périurbaine. La superficie utilisée pour le maraîchage, qui était inférieure à 100 ha, atteint presque 725 ha.



Lubumbashi

République Démocratique du Congo



Les terrains maraîchers qui ceignent maintenant la ville – certains situés à quelques kilomètres à peine du centre ville – produisent plus de 60 000 tonnes de légumes frais par an. Les pages de cette publication nous montrent de plus près le secteur d'HUP de Lubumbashi avec ses 7 800 petits maraîchers.

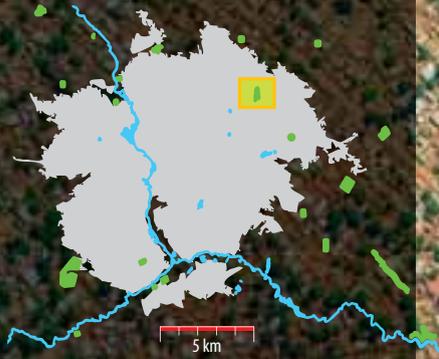
Terrains de maraîchage



Le maire de la ville, Marie-Grégoire Tambila Sambwe, dit que l'horticulture est un élément essentiel de ses plans pour une «Lubumbashi plus verte»

Un périmètre «historique» résiste à l'avance de la ville

Naviundu est l'un des plus vieux périmètres maraîchers de Lubumbashi. Lorsque les premiers exploitants ont commencé à y cultiver l'amarante en 1996, le quartier était peu habité. À l'heure actuelle, ses 8,5 ha de terrains sont entourés de nouveaux logements. Mais les droits fonciers des maraîchers sont protégés de l'avance de la ville par des permis obtenus par l'intermédiaire du comité municipal de concertation. L'association de maraîchers Source Naviundu, qui compte 85 membres, cultive maintenant l'amarante, le chou de Chine et le gombo, avec des pratiques améliorées introduites grâce au projet. La production annuelle de légumes est estimée à près de 1 000 tonnes.



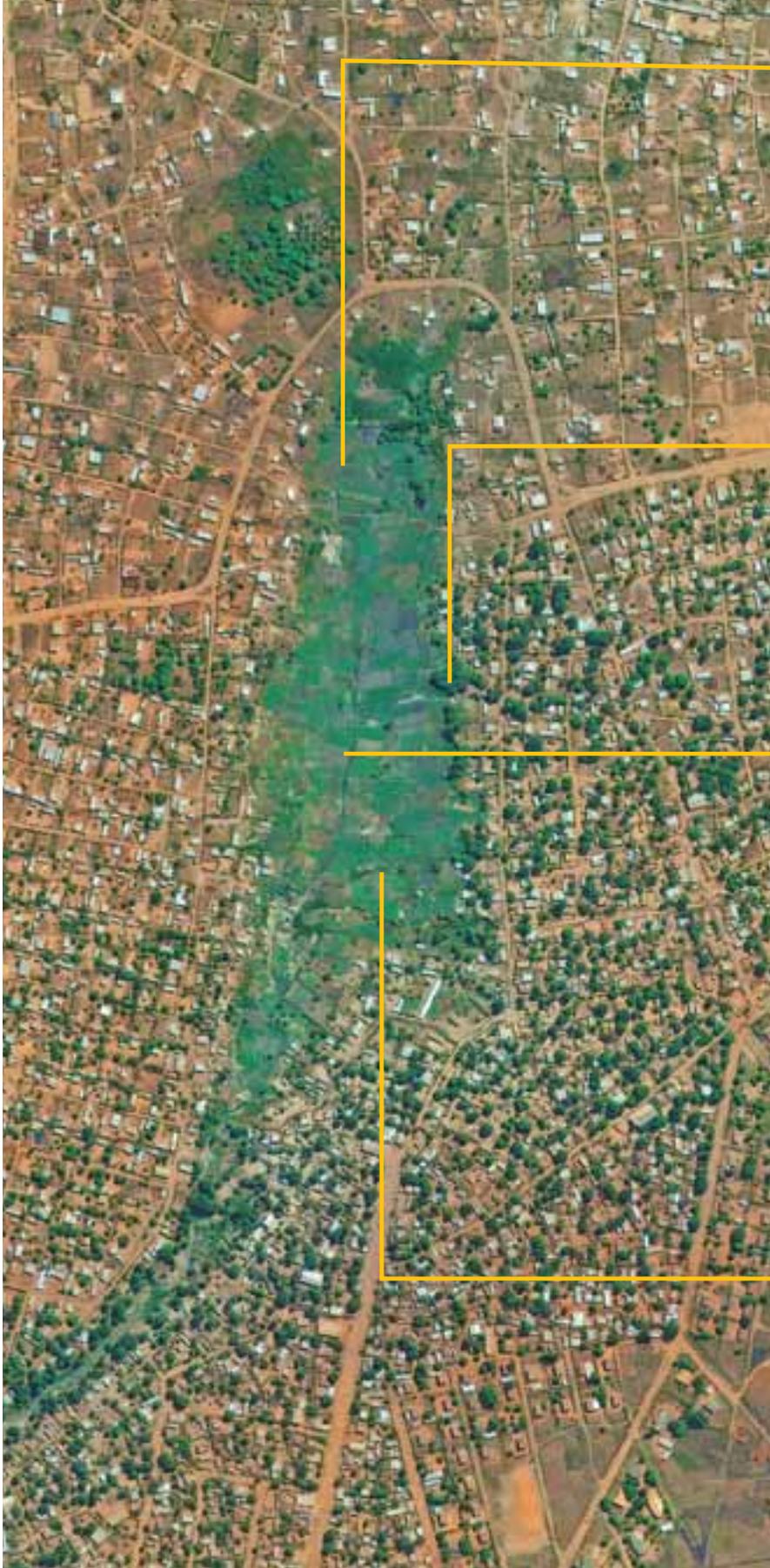
Naviundu

Lubumbashi





Choux de Chine fraîchement coupés. Plus de la moitié des maraîchers sont des femmes



En 2004 a été construit grâce au projet un petit bassin de captage servant à détourner l'eau d'un petit cours d'eau vers les terrains maraîchers. On obtient ainsi de l'eau pour les potagers et eau potable pour les ménages voisins



Cécile Nsoni cultive un terrain de 400 m². Le revenu régulier qu'elle tire de la vente de légumes frais lui a permis de payer les frais de scolarité de son enfant et de «construire une maison de brique avec un toit en tôle»



Les maraîchers de Naviundu emploient plus de 400 ouvriers pendant la campagne agricole (mars à juillet). Le salaire moyen est d'environ 3 USD par jour

Kinshasa. Ce canal concourt à l'irrigation de 30 ha de terrains utilisés par 1 250 exploitants dans le périmètre maraîcher de Kimpoko



INTERVENTIONS VISANT À AMÉLIORER LA GESTION DE L'EAU

Un montant de 1,03 million d'USD a été investi grâce au projet dans la construction ou l'amélioration d'ouvrages d'irrigation et de lutte contre les inondations dans les périmètres maraîchers des cinq villes. Les associations de maraîchers fournissent la main-d'œuvre et reçoivent une formation à la gestion et à l'entretien des ouvrages achevés. Il y avait déjà en place en 2010 plus de 50 ouvrages assurant irrigation et drainage pour 1 500 ha de terrains maraîchers. La maîtrise de l'eau étant plus efficace, les exploitants ont pu élargir les superficies cultivables et étendre la campagne agricole à la saison sèche. Avantage induit, les communautés voisines ont de l'eau potable.



Kisangani. Les résidents du quartier se servent des fontaines comme source d'eau pour l'usage domestique



Lubumbashi. Un bassin de captage (en haut) à Kalulako, au nord de la ville, fournit l'eau d'irrigation toute l'année. Ci-dessus, un ouvrage de maîtrise de l'eau presque achevé à Kilobelobe

accords entre les maraîchers et les détenteurs privés ou coutumiers des droits de propriété.

Au total, ce sont quelques 3 500 exploitants de 43 périmètres de maraîchage de Kinshasa et de Lubumbashi qui ont été retenus pour un soutien du projet. Une série d'interventions y a été lancée pour améliorer la gestion de l'eau et encourager à intensifier la production et à diversifier les cultures de légumes pratiquées.

À Kinshasa, des travaux d'irrigation, de drainage et de lutte contre les inondations ont aidé les exploitants à accroître la superficie cultivée de 250 hectares selon les estimations. Le périmètre de maraîchage de Kimbanseke, par exemple, s'est développé pour passer de 11 ha à près de 100 ha, le nombre de cultivateurs passant de 115 à 900. Dans l'une comme l'autre villes, des travaux d'irrigation ont permis d'améliorer la qualité de l'eau servant aux cultures et d'avoir de l'eau pendant une période plus longue de l'année.

Parallèlement, le service national d'appui à l'HUP (le SENAHP) a ouvert des bureaux à Lubumbashi et dans 24 municipalités de Kinshasa, afin d'assurer un appui technique aux associations de maraîchers. Le projet a recouru à la méthode de la FAO dite de l'école aux champs, système d'éducation informelle des adultes articulé autour de réunions périodiques de groupes avec des agents de vulgarisation agricole. Au cours de la première phase, le SENAHP a organisé 60 écoles aux champs, qui ont formé quelques 720 cultivateurs de Kinshasa et 600 de Lubumbashi à de meilleures pratiques et techniques de culture.

Le projet a également fait appel à plusieurs ONG de développement reconnues, nationales et internationales, pour faire accorder des microcrédits aux associations de maraîchers. Ces ONG ont traité les demandes de prêt et formé les cultivateurs à la gestion financière. Les prêts ont donné aux associations la possibilité d'acheter les intrants – essentiellement des semences améliorées – dont elles avaient besoin pour développer la production.

Aux traditionnelles cultures de légumes à feuilles (amarante, patate

douce, oseille et épinard), les maraîchers ont ajouté des cultures plus profitables, telles qu'oignons de printemps, céleri, aubergine, chou et tomate. Une des grandes innovations a été la construction de pépinières sous abri qui ont permis d'obtenir de jeunes plants pendant la saison des pluies et, à Lubumbashi, de les protéger du froid pendant la saison sèche.

Production et profit accrus. Une évaluation du projet en 2003 a établi qu'il avait stimulé la production horticole, l'emploi et les revenus des cultivateurs, essentiellement grâce à l'expansion des surfaces irriguées, à l'intensification de la production et à la diversification en faveur de légumes plus profitables. Tant à Kinshasa qu'à Lubumbashi, le revenu annuel moyen des maraîchers participant au projet était passé d'environ 160 à 600 USD.

L'évaluation a établi que les autorités municipales avaient apporté une participation utile au projet, en définissant des périmètres pour l'horticulture et en encourageant la concertation entre les associations de maraîchers et les prestataires d'intrants et de services par le biais des comités municipaux de concertation. Le projet avait par ailleurs renforcé le SENAHUP, qui jouait un rôle plus important de planification et de contrôle.

L'évaluation avait abouti à la recommandation de prolonger le projet par une deuxième phase à Kinshasa et à Lubumbashi et d'en élargir les activités à d'autres villes. La poursuite de l'appui a été approuvée lors d'une réunion à Kinshasa groupant organismes des Nations Unies, donateurs et ONG internationales. Dans un rapport sur la situation de la sécurité alimentaire dans le pays, il était dit que si globalement la production de vivres continuait à baisser, il y avait eu aussi des évolutions favorables, indiquant que la plus importante était l'apparition d'une agriculture urbaine et périurbaine et que le projet d'horticulture soutenu par la FAO avait eu une forte incidence sur ces activités.

ÉDUCATION DES ADULTES SUR LE TERRAIN MÊME DES EXPLOITANTS



Mbanza-Ngungu. Un animateur d'école aux champs discute des résultats d'une analyse d'agro-écosystème avec les membres de l'association de maraîchers d'Apronan

Les écoles aux champs prennent le terrain des maraîchers comme site de formation et de démonstration pour évoquer les problèmes et tester des techniques susceptibles d'être utiles. Au cours des 10 dernières années, le projet a organisé 500 écoles aux champs à l'intention de plus de 9 000 cultivateurs, sur des sujets très variés – depuis la préparation des planches et l'espacement à respecter entre les plantes jusqu'à la gestion de l'irrigation et l'usage des engrais organiques. Souvent, les participants sont des animateurs, c'est-à-dire des représentants des associations de maraîchers, qui peuvent ensuite partager les connaissances acquises avec les autres membres de l'association.



Lubumbashi. À une école aux champs, les maraîchers transportent de jeunes plants de tomates dans des blocs de tourbe



Kinshasa. Les maraîchers apprennent l'avantage qu'il y a à semer en ligne sur des planches plus étroites (à droite)

Progrès au cœur de la ville

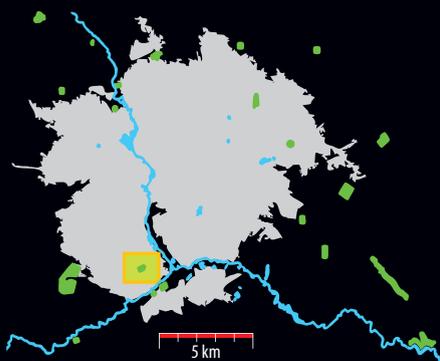
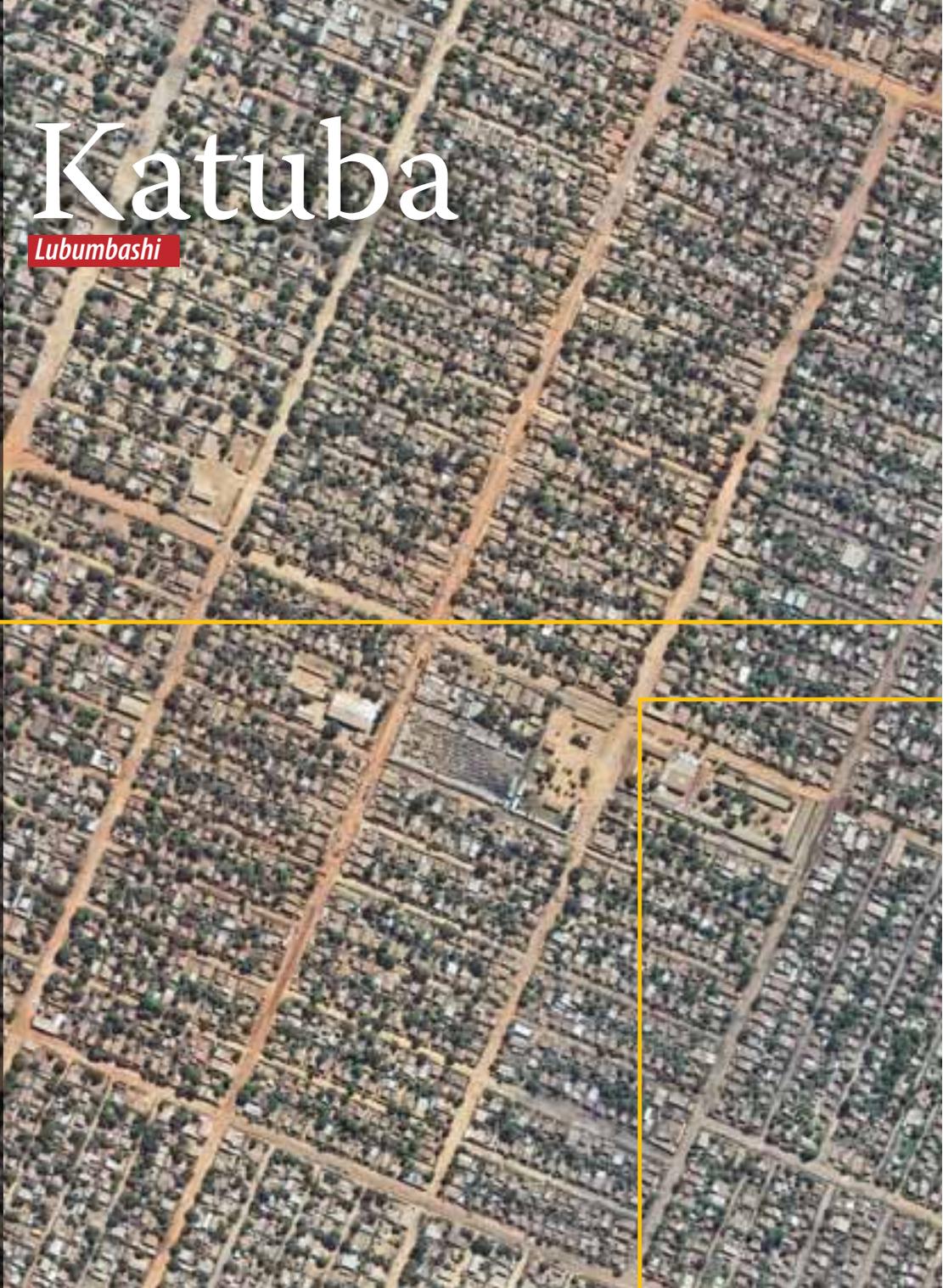
Lors d'une grave récession économique au milieu des années 1990, les femmes de Katuba, quartier central de Lubumbashi, ont commencé à cultiver des légumes pour leur famille sur un terrain de trois hectares appartenant à une église du quartier. Elles ont par la suite formé une association, Maendeleo («progrès» en swahili), qui compte maintenant 250 membres et produit selon les estimations 360 tonnes de légumes par an, vendus en majeure partie sur les marchés locaux. Maendeleo est l'une des associations les plus actives de la ville – des animateurs formés grâce au projet organisent régulièrement pour leurs collègues maraîchers des cours sur la préparation des planches, le compostage et l'utilisation de variétés améliorées.



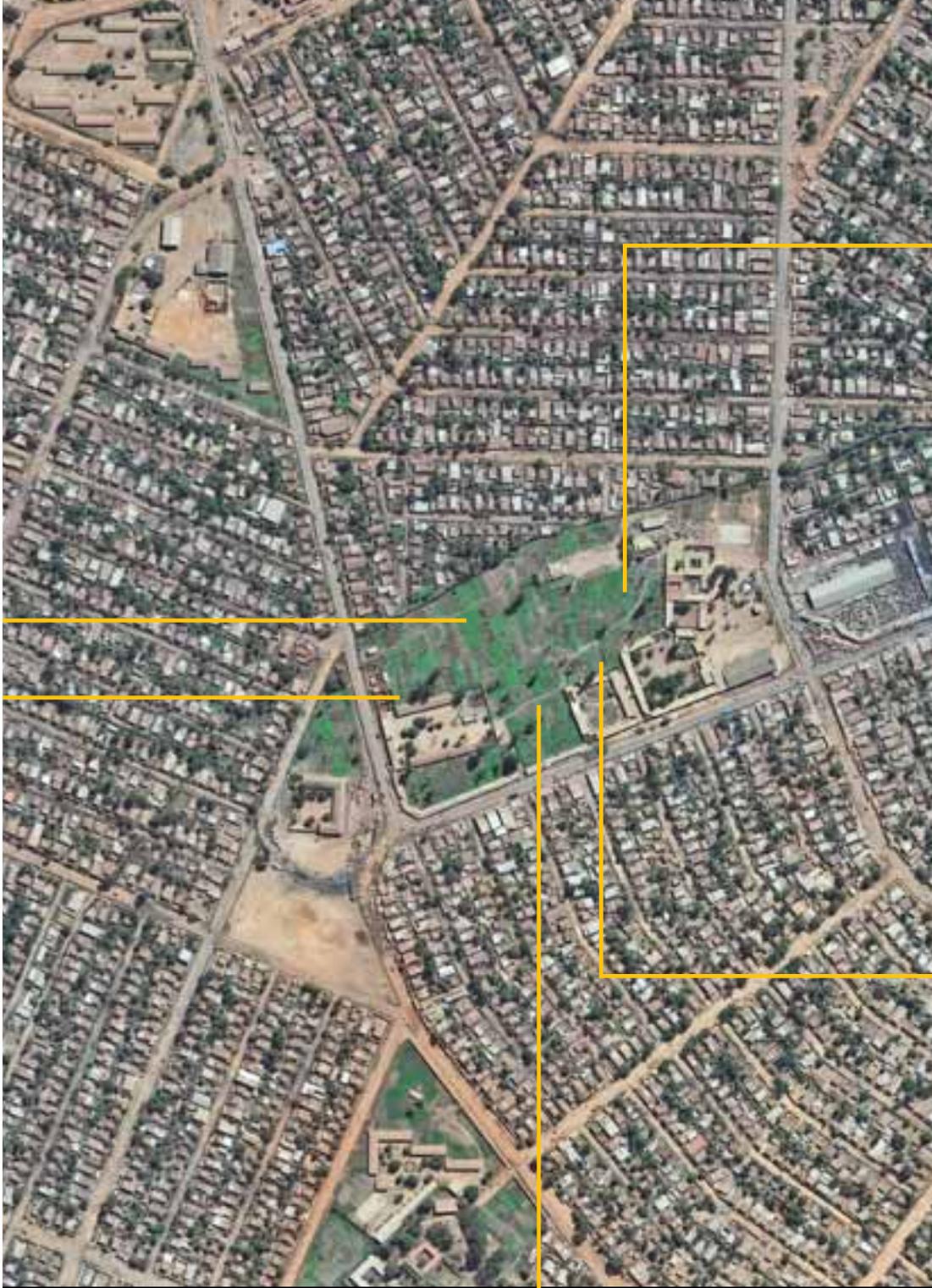
Des légumes tout frais sont mis en sac pour le transport au marché

Katuba

Lubumbashi



La culture des légumes à Katuba est une activité communautaire. Au plus fort de la campagne agricole, des centaines d'exploitants travaillent sur leurs terrains



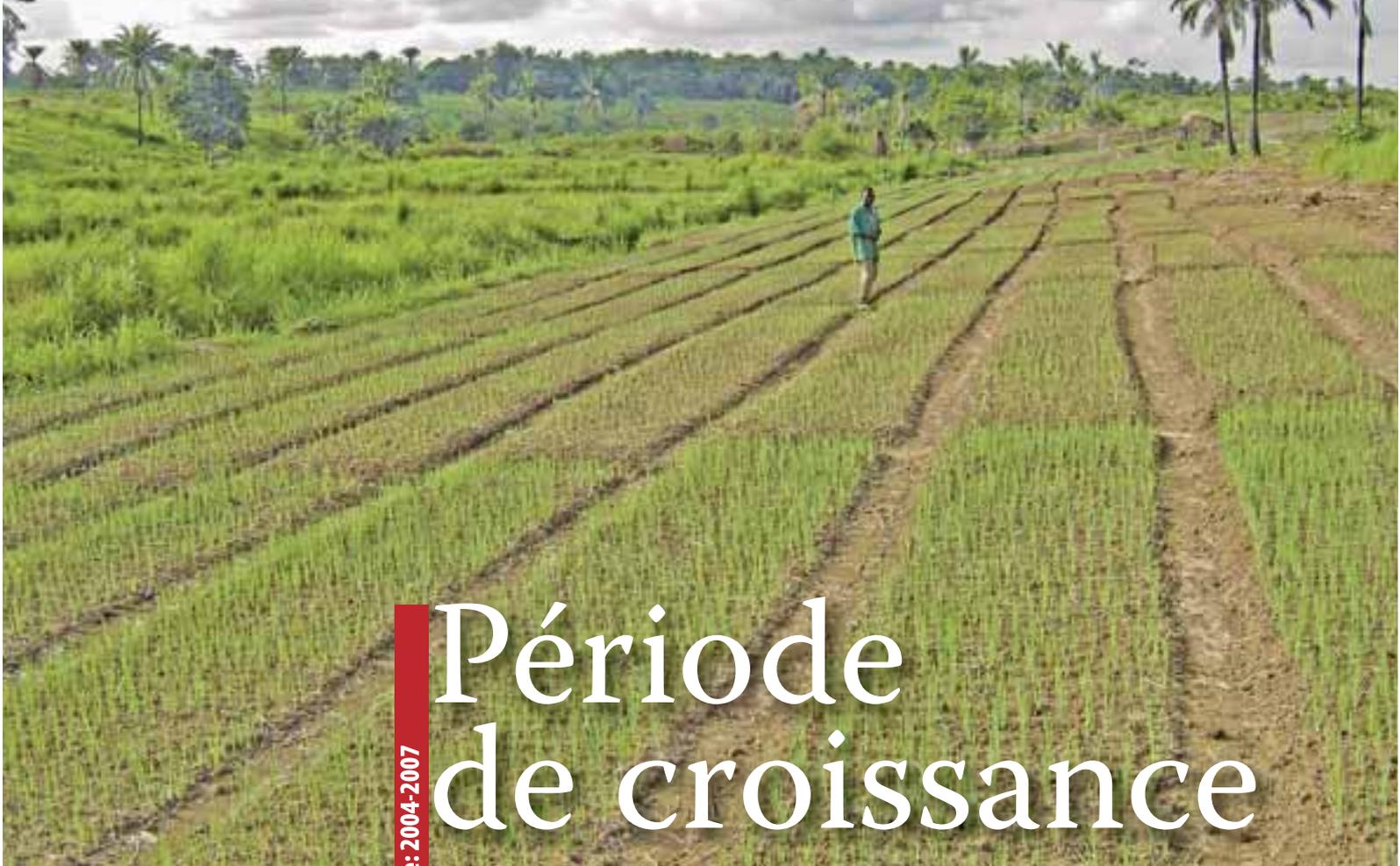
Les maraîchers de Katuba disent que le revenu tiré de l'horticulture les a aidés à faire des travaux dans leur logement, payer les frais de scolarité et nourrir leur famille



Angèle Nsomo tire environ 100 USD par mois de la vente des légumes



L'arrosage un samedi après-midi



Champ d'oignons dans la vallée de Mpiangu à Mbanza-Ngungu

Deuxième phase: 2004-2007

Période de croissance

Au moment où démarrait la deuxième phase du projet, en octobre 2004, la République démocratique du Congo était fermement engagée sur la voie de la réconciliation et de la reconstruction. La paix et les accords de partage du pouvoir avaient mis fin au conflit civil dans la majeure partie du pays et le PIB enregistrerait une croissance annuelle de 6,4 pour cent.

La situation de la sécurité s'améliorait progressivement, le projet a eu pour but de consolider ses acquis à Kinshasa et Lubumbashi et d'élargir ses activités à trois autres villes: Kisangani, Likasi et Mbanza-Ngungu. Kisangani a été choisie du fait que le gouvernement cherchait à stimuler la reprise économique dans la Province Orientale, Mbanza-Ngungu et Likasi parce qu'elles sont situées à proximité des services d'appui technique et des marchés de Kinshasa et de Lubumbashi.

Les enseignements tirés des quatre premières années ont porté à baser les interventions de la deuxième phase sur ce qu'on a appelé par la suite la méthode des 3S, qui est désormais au centre de la

stratégie globale de développement de l'HUP poursuivie par la FAO:

- *Sécurisation de l'accès aux ressources (terre et eau de qualité) pour l'horticulture*, grâce à la régularisation des titres fonciers et aux travaux d'irrigation et de drainage;
- *Sécurisation d'une production horticole durable de qualité*, grâce à l'intensification et à la diversification des cultures, aux démonstrations sur le terrain, à la formation à la lutte contre les ravageurs et à l'accès amélioré aux semences de qualité;
- *Sécurisation de l'appropriation de l'HUP par les parties prenantes du secteur*, l'horticulture s'étant imposée comme moyen d'existence profitable et durable, l'accès des cultivateurs au crédit ayant été améliorée et les services d'appui renforcés.

On a appliqué la méthode des 3S au niveau national en intégrant étroitement le projet au programme du SENA-HUP. Douze mois après le lancement de la deuxième phase, des bureaux municipaux d'horticulture et des comités municipaux de concertation fonctionnaient à Kisangani, Likasi et Mbanza-Ngungu.

Dans les trois «nouvelles» villes, les activités du projet ont consisté d'abord à déterminer les périmètres de maraîchage à cibler. Les petits maraîchers étaient déjà organisés en groupes, mais la plupart de ces groupes n'avaient pas d'existence légale et n'avaient pas de titres fonciers pour leurs terrains.

À Likasi, le comité municipal de concertation a obtenu des baux pour les deux tiers des terrains maraîchers existants de la ville, au bénéfice de 38 associations représentant 1 500 maraîchers. À Mbanza-Ngungu, les levées ont permis de mettre en évidence 200 ha de terrains maraîchers et 1 500 cultivateurs, dont plus de la moitié étaient des cultivatrices. Des accords conclus entre le Comité municipal de concertation de la ville et les associations de maraîchers ont doté ces derniers de titres sûrs pour 18 périmètres, d'une superficie totale de 112 hectares. À Kisangani, les neuf périmètres de maraîchage de la ville ont fait l'objet de baux d'une durée allant jusqu'à 10 ans.

À Kinshasa et Lubumbashi, parallèlement, le projet a aidé des associations à obtenir des titres sûrs pour 10 des 23 sites du projet et élargi son aide à 11 800 maraîchers cultivant des légumes. En 2008, les cultivateurs participant au projet à Lubumbashi avaient obtenu un accès sûr aux deux tiers des terrains occupés par des exploitations maraîchères. Les exploitants qui y cultivaient des légumes étaient organisés en 130 associations et deux coopératives pour l'achat des intrants et le crédit.

Au cours de la deuxième phase, le projet a accordé dans les cinq villes des financements atteignant près de 750 000 USD pour des travaux d'irrigation, de drainage et de lutte contre les inondations. À Kinshasa, la construction de 10 petits réseaux d'irrigation a permis de ramener de neuf à quatre heures par jour la durée des arrosages et de diminuer presque de moitié la distance moyenne entre les points d'eau et les terrains cultivés (de 50 m à 30 m).

À Likasi, le projet a introduit des réseaux d'irrigation au goutte-à-goutte, tandis que les interventions à Mbanza-Ngungu ont consisté notamment à construire deux petits barrages.

À Kisangani, où l'horticulture n'était

LUTTER CONTRE LES RAVAGEURS, SANS PESTICIDES TOXIQUES



Mbanza-Ngungu. Un maraîcher (en haut) essaie un biopesticide, dérivé de feuilles de tephrosia, contre le thrips de l'oignon. Ci-dessus, un mélange de piment préparé comme biopesticide par les cultivateurs du périmètre maraîcher de Zamba

Pour garantir des légumes sans risque, le projet a introduit la méthode de Production et protection intégrée (PPI) de la FAO, qui permet de réduire le besoin de pesticides. Après avoir étudié les problèmes courants – flétrissement bactérien, aphidiens, acariens rouges – les maraîchers ont testé des biopesticides dérivés de la feuille de papaye, du tabac, de l'ail, de la tephrosia et du nard indien. Les maraîchers enregistrent leurs constatations sur des cartes PPI – une carte indiquant une pratique de culture et les ravageurs et les maladies associées, et une autre indiquant une «pratique préférable» selon les principes PPI. Le projet a donné lieu jusqu'à présent à plus de 200 paires de cartes PPI.



Likasi. Les cultivateurs récoltent l'oignon sur un terrain d'essai où ils ont testé la protection intégrée



Avant et après: les cartes PPI recommandent de tuteurer les plants pour éviter la maladie fongique de la tomate



Début d'un canal de 6 km de long, l'une des premières interventions du projet à Kilobelobe



Un maraîcher arrosant son champ de choux



Bernard Mwelwa cultive le piment, le chou et la tomate. Il en tire environ 200 USD par mois – moins qu'un mineur des mines de cuivre, dit-il, «mais le travail est plus agréable»

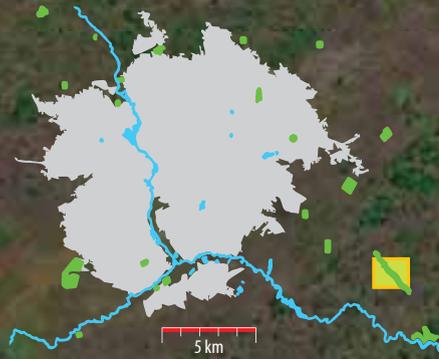


La récolte faite, un maraîcher et sa famille préparent des bottes d'oignons pour les vendre



Kilobelobe

Lubumbashi



Le «potager» de la ville assure des légumes frais et des emplois

À 20 km à l'est de Lubumbashi, le périmètre maraîcher de Kilobelobe est celui de la ville qui produit le plus de légumes à feuilles comme les bettes, les choux, les feuilles de patate douce et les épinards. La production totale de légumes est estimée à près de 15 000 tonnes par an. Le secret du succès de Kilobelobe est la bonne qualité de la terre et l'abondance d'eau – l'une des premières interventions du projet a consisté à construire un petit ouvrage de régulation de l'eau, qui alimente un canal fournissant de l'eau à l'ensemble des 55 ha cultivés. Il y a quelque 720 maraîchers qui cultivent à Kilobelobe et assurent un emploi à un effectif d'ouvriers pouvant aller jusqu'à 4 000 personnes.

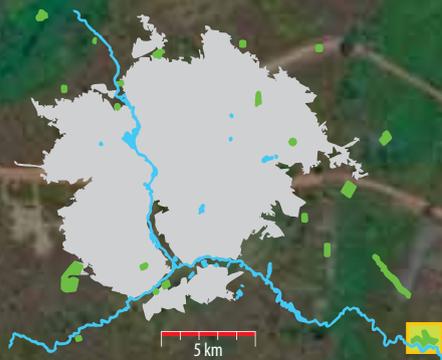


Kamilombe

Lubumbashi

Les terrains verts attirent les opérateurs

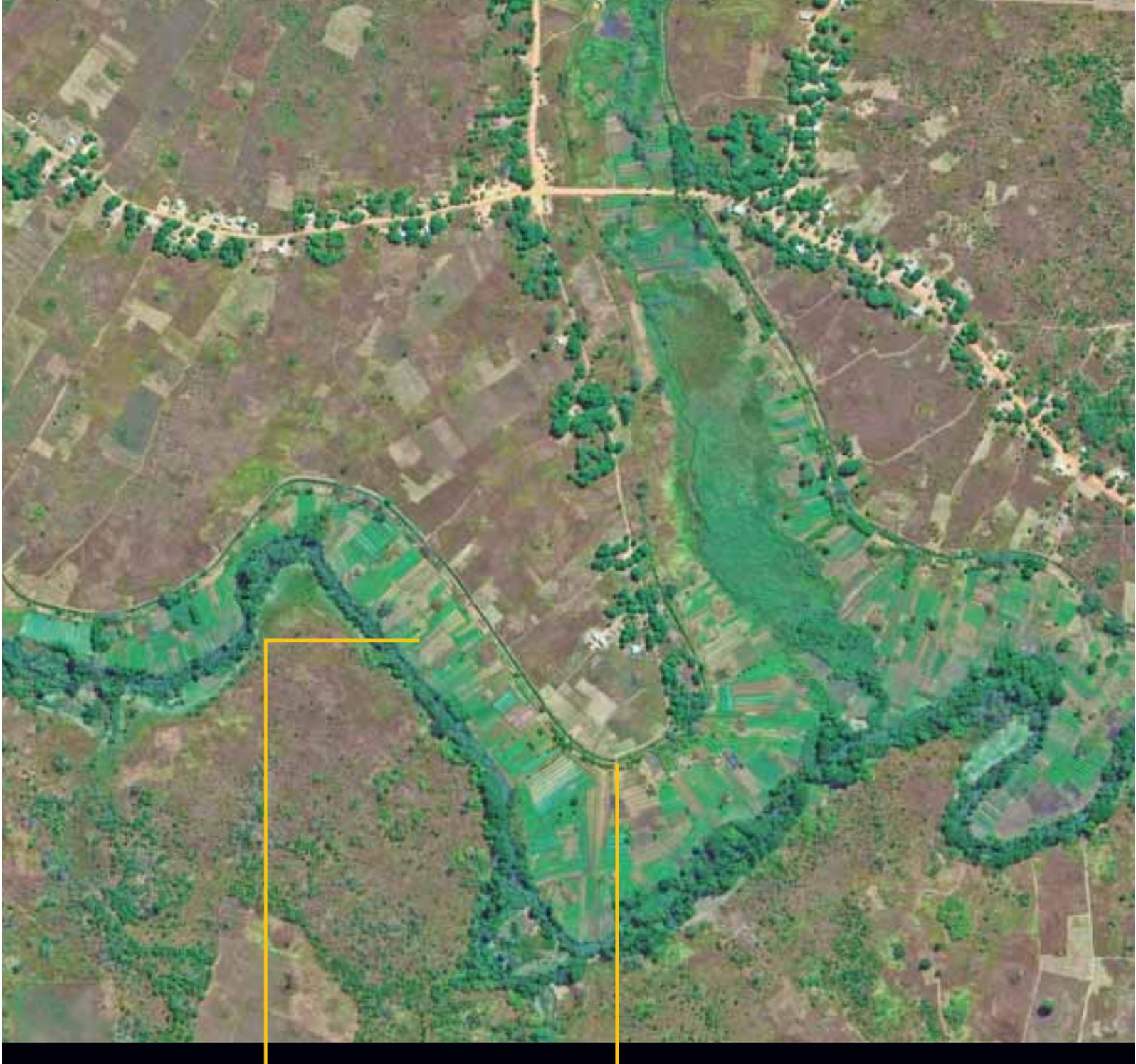
Le périmètre maraîcher de Kamilombe, d'environ 70 ha et presque parfaitement plat, suit le cours sinueux de la Kafubu à 2 km environ, au sud de Kilobelobe. Les 300 maraîchers de Kamilombe y cultivent pratiquement toute l'année le chou, le céleri, le piment, l'oignon et le poireau. Les opérateurs y viennent de la ville pour faire la récolte et la confier aux transporteurs, qui l'emportent à vélo au marché de Pande, situé à 12 km de là. La production annuelle de légumes à Kamilombe est estimée à 14 500 tonnes.



L'eau est acheminée par des canaux d'irrigation, mais l'arrosage se fait toujours à la main à Kamilombe



Les cultivateurs qui partent au travail passent devant un champ de choux en pleine croissance



*Elizabeth Kaulu avec sa fille Alpha, la benjamine de ses huit enfants.
Elle cultive toute l'année un terrain de 80 m sur 90 m*



*Katanga Musonda fait deux fois par jour le trajet de Kamilombe
pour prendre les légumes et les transporter au marché de Pande*

Le projet fournit des semences de variétés améliorées à essayer aux associations de maraîchers, les encourageant à faire connaître les résultats par le biais d'Hortivar (www.fao.org/hortivar), la base de données géoréférencée en ligne de la FAO concernant les résultats des cultivars et les pratiques de culture appropriées. À Lubumbashi, le personnel du projet a ajouté plus de 800 articles à Hortivar à partir des résultats des essais. Les maraîchers, pour leur part, consultent régulièrement Hortivar pour trouver des variétés prometteuses et améliorer leurs pratiques de culture. Grâce au projet, la République démocratique du Congo est un des grands contributeurs d'Hortivar, plus de 1 700 articles ayant été ajoutés jusqu'en novembre 2010.

LES TERRAINS DE DÉMONSTRATION, LIEU D'EXPÉRIENCES SUR LES TECHNIQUES NOUVELLES



Likasi. Dans le périmètre maraîcher de Panda, essais d'une variété hybride de chou pomme à haut rendement



Kinshasa. Les maraîchers testent des variétés améliorées de betterave, de ciboulette, de chou et d'oignon



Lubumbashi. Production de semence d'amarante

pratiquée que pendant les mois de décembre à février, période où il y a relativement peu d'inondations, de nouveaux bassins permettent de lutter contre les inondations et d'allonger la campagne horticole.

Pouvoirs accrus des associations de maraîchers.

Un des grands objectifs de la deuxième phase était d'améliorer les capacités et les compétences techniques de gestion d'entreprise des cultivateurs et de donner un rôle plus actif à leurs associations pour l'organisation de la formation et des services de base. Le projet a aidé les cultivateurs à implanter des terrains de démonstration où ils ont testé de nouvelles cultures et techniques horticoles et a fait appel à des «cultivateurs pilotes» pour la multiplication de semences et plants améliorés et la production de jeunes plants.

Le programme d'écoles aux champs a été développé, d'une part formant des moniteurs choisis parmi les cultivateurs, et de l'autre couvrant toute une gamme d'aspects de la production tels que la gestion des pépinières, la culture florale et la fertilisation des sols. Le projet a permis d'organiser au total dans les cinq villes plus de 200 écoles aux champs, auxquelles ont participé environ 3 500 cultivateurs.

À Kinshasa, le SENAHUP a organisé une formation à la gestion pour 200 responsables d'associations de maraîchers et 50 écoles aux champs auxquelles ont participé 1 500 cultivateurs. Un examen du secteur de l'HUP de Kinshasa réalisé en 2007 a débouché sur une excellente appréciation de l'appui technique apporté par le projet, qui avait dépêché des spécialistes pour aider les cultivateurs 12 jours par mois. Il avait été noté aussi que l'offre de semences et d'engrais s'était développée.



Animateurs d'écoles aux champs à Likasi à la fin d'un stage de formation de 16 semaines

À Mbanza-Ngungu, le bureau municipal de l'horticulture a organisé 47 écoles aux champs, formé 60 animateurs et, répondant à la demande des cultivateurs, dispensé une formation spécialisée sur le compostage, les biopesticides et la comptabilité. Le bureau de Kisangani a organisé 32 écoles aux champs, auxquelles ont participé 480 cultivateurs, pour moitié des femmes. À Likasi, 520 cultivateurs ont participé à des écoles aux champs consacrées à l'utilisation des biopesticides et des engrais organiques.

Par ailleurs, l'utilisation faite du microcrédit dans le projet a été revue et améliorée. Faute d'une «culture du remboursement» parmi les exploitants qui cultivent les légumes – exposés pendant une longue période à l'aide d'urgence – le taux de défaillances a été élevé pour les prêts. Pendant la deuxième phase, on a donc fixé des critères d'évaluation de la solvabilité des associations, tandis que les ONG partenaires du projet ont assuré une formation pratique à la tenue de livres, à la comptabilité, à la planification financière et à l'importance de l'épargne.

À Kinshasa, les prêts ont été consacrés à la culture de légumes de plus forte valeur et aux microentreprises, notamment à la construction d'entrepôts pour les intrants et d'unités de compostage. Une association a consacré des investissements à de petits élevages porcins, qui présentaient un avantage supplémentaire du fait que les porcs fournissaient aussi de l'engrais organique pour les potagers. À Lubumbashi, selon ce qui était dit dans un rapport d'évaluation, «80 pour cent des femmes possèdent désormais des instruments aratoires grâce au microcrédit».

Le projet a pris en outre une orientation nouvelle, en encourageant les

écoles à planter leur propre potager. Il a fourni des outils, des semences et des conseils pratiques pour aider à démarrer des potagers dans 40 écoles de Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Likasi et Mbanza-Ngungu.

Loyers plus bas, revenus plus élevés. Au moment où la deuxième phase approchait de sa fin en 2007, le projet assurait une aide à quelque 17 350 petits maraîchers sur une superficie totale de 1 900 ha. Une mission d'évaluation a constaté que le projet avait aidé les cultivateurs à obtenir des droits sûrs pour 1 120 hectares de terrain, avec des baux allant d'un ou deux ans à Lubumbashi à 10 ans dans un quartier de Kinshasa. La sécurisation du mode d'occupation des cultivateurs avait eu entre autres effets celui de faire baisser les loyers des terrains.

Dans l'ensemble des cinq villes, les exploitants avaient élargi les superficies cultivées et allongé la période de production jusque dans la saison des pluies. Grâce à l'amélioration des rendements, les revenus des maraîchers avaient connu une augmentation notable. À Kisangani, où ils étaient nombreux à adopter de nouvelles cultures profitables (haricots verts, choux, carottes et laitues), le revenu mensuel moyen d'un maraîcher était passé de 18 à 60 USD. De mars 2005 à mars 2007, le revenu mensuel moyen des maraîchers était passé de 70 à 160 USD à Likasi et de 50 à 142 à Kinshasa.

À l'issue de l'évaluation, il a été recommandé de réaliser une troisième phase du projet, visant à en élargir les méthodes à une initiative d'ampleur nationale de développement de l'HUP. À l'appui de la nouvelle phase, la mission recommandait de rationaliser les formalités d'obtention des permis fonciers. Elle recommandait également de promouvoir les potagers scolaires, d'améliorer la gestion et le traitement après récolte et d'accroître la consommation de fruits et légumes.

DONNER AUX MARAÎCHERS LA POSSIBILITÉ D'ACHETER LES INTRANTS NÉCESSAIRES

De 2000 à 2010, le projet a décaissé à des maraîchers des prêts d'une valeur de 1,08 million de dollars à investir dans la production et d'autres activités lucratives. La majeure partie de ces crédits a été fournie par l'intermédiaire de microcaisses gérées par des ONG de développement et par des associations de maraîchers. Chaque microcasse dessert de 50 à 75 exploitants et chaque exploitant bénéficiaire investit en plus, de sa poche, un montant équivalent à 20 pour cent du prêt. Les prêts, d'un montant moyen de 60 dollars par exploitant, servent surtout à acheter des intrants et des instruments aratoires.



Lubumbashi. Le président d'une association de maraîchers (à droite) signe un accord de prêt



Likasi. Un cours de gestion du microcrédit pour les responsables de 72 associations de maraîchers



Kinshasa. Une association de maraîchers a eu recours au crédit pour lancer une entreprise profitable de fabrication par vermicompostage d'un engrais riche en éléments nutritifs



Les maraîchers à Kisangani ont triplé leur revenu moyen en passant à des cultures plus profitables, le haricot par exemple

Un commerce actif de légumes locaux

Un pavillon construit en 2003, avec l'appui du projet, au marché de Pande de Lubumbashi est maintenant le centre nerveux de la commercialisation des produits maraîchers cultivés à Kilobelobe et Kamilombe. Il abrite 30 commerçants, des femmes pour la plupart, qui disent gagner jusqu'à 50 USD par jour. Grâce au projet, disent les commerçants, les légumes locaux ont remplacé ceux qui, jusqu'à une date récente, étaient importés de la Zambie voisine. Les affaires marchent si fort que les commerçants ont demandé au moins trois fois plus d'espace pour répondre à la demande des consommateurs.



Un flot ininterrompu de transporteurs qui livrent des légumes frais poussés dans les périmètres de maraîchage périurbains



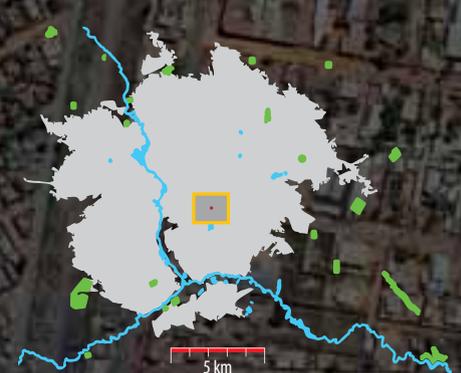
Le pavillon, qui vient d'être construit



Scènes d'une journée comme une autre sur le marché de Pande



Kally Nyembo (à droite) achète les légumes directement aux maraîchers de Kilobelobe pour les vendre sur le marché



Marché de Pande

Lubumbashi





Les opérateurs récoltent les légumes directement dans les champs de maraîchage

Troisième phase: 2008-2012

Les moissons

En 2008, la République démocratique du Congo était finalement parvenue à la stabilité dont elle avait besoin pour un développement socioéconomique durable. Des élections pluripartis tenues en 2006 – les premières depuis 1960 – avaient doté le pays d'un gouvernement de large coalition déterminé à améliorer de façon spectaculaire en une génération les conditions de vie du peuple congolais.

Dans le secteur agricole, le gouvernement préparait un plan-cadre pour l'agriculture où serait pleinement reconnu le rôle joué par l'horticulture urbaine et périurbaine pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la lutte contre la pauvreté urbaine. Il avait

engagé aussi des réformes constitutionnelles qui décentraliseraient la planification et la prise de décisions concernant l'agriculture, la confiant aux autorités provinciales.

La troisième phase du projet, démarrée en janvier 2008, concourt au relèvement du pays en jetant les bases de programmes de développement de l'HUP aux niveaux national et provincial.

Le projet aide à instituer des comités municipaux de concertation dans toutes les capitales provinciales et parraine des ateliers où se définit pour chaque province un plan de développement de l'horticulture. Le SENAHUP a parallèlement ouvert de nouveaux bureaux dans huit villes.

La méthode des Cinq S. À partir de la stratégie déjà appliquée avec succès durant la deuxième phase – sécurisation de l'accès aux ressources, d'une production horticole de qualité et de la professionnalisation des cultivateurs – le projet a donné lieu à la définition d'une méthode des Cinq S, deux objectifs nouveaux ayant été ajoutés aux trois premiers.

La consommation de légumes restant inférieure aux niveaux recommandés



Journée de l'horticulture à Lubumbashi. Pour que la production augmente, il faut stimuler la demande

par la FAO et l’OMS, la FAO estime que l’accroissement de la production passe surtout par des interventions visant à faire monter la demande. L’un des nouveaux objectifs consiste donc en la sécurisation d’une consommation accrue de fruits et de légumes, en offrant aux consommateurs une gamme plus large de fruits et légumes sans risque et de bonne qualité, en encourageant les potagers scolaires et en créant une chaîne d’approvisionnement horticole plus performante.

Le projet parraine des campagnes d’information, finance la construction ou la réfection de marchés de quartier et encourage l’étiquetage des fruits et légumes pour donner confiance au consommateur.

Le deuxième objectif nouveau du projet consiste en la sécurisation du meilleur usage des méthodes et des techniques mises au point dans les 10 dernières années, en vue de transférer les méthodes appliquées à d’autres villes de la République démocratique du Congo et à d’autres pays d’Afrique.

Le projet réunit en concertations périodiques tous les conseillers d’HUP des municipalités et fait établir des manuels du formateur et des dossiers d’information à l’intention des décideurs.

Il a parrainé la concertation régionale sur l’HUP avec les pays voisins, dont le Burundi, le Rwanda et la Zambie) et établi des liens avec le programme Dimitra, initiative financée par la Belgique qui répand les idées et les pratiques optimales de développement partout en Afrique.

Le bilan. En juillet 2010, la FAO a fait le bilan des réalisations du projet depuis 2000. Il a été constaté que le projet apporte maintenant une aide directe à quelque 16 100 maraîchers qui exploitent 2 000 ha à Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Likasi et Mbanza-Ngungu et aux alentours de ces villes.

Les sites du projet représentent plus de la moitié de la superficie totale consacrée au maraîchage dans les cinq villes. Des baux, des permis et des règles de zonage obtenus par l’entremise du projet ont permis de garantir des droits fonciers sûrs concernant 1 225 ha.

Des ouvrages de maîtrise de l’eau,

OUTILS, SEMENCES ET CONSEILS PRATIQUES POUR LES ÉCOLIERS CULTIVATEURS



Mbanza-Ngungu. Les élèves de l’école primaire de Kola travaillent dans leur potager scolaire



Le projet a aidé 74 écoles primaires et lycées à se doter de potagers. Les potagers scolaires sont un moyen très efficace d’améliorer la nutrition des enfants: ils leur donnent des rudiments d’horticulture, fournissent des vivres frais pour des repas scolaires sains et aident les enseignants à préparer les cours de diététique. Repris à la maison, ces savoirs améliorent la nutrition familiale. Plus de 18 700 élèves participaient en 2010 au programme de potagers scolaires du projet. L’un des objectifs de la troisième phase est de faire lancer un programme national en collaboration avec les ministères de la santé et de l’éducation et avec l’OMS.



Lubumbashi. À l’école de Maadini, les enfants débroussaillent, préparent les planches pour les semis et s’occupent de leur pépinière de choux



Tshamalale

Lubumbashi

L'irrigation au goutte-à-goutte permet d'intensifier la production

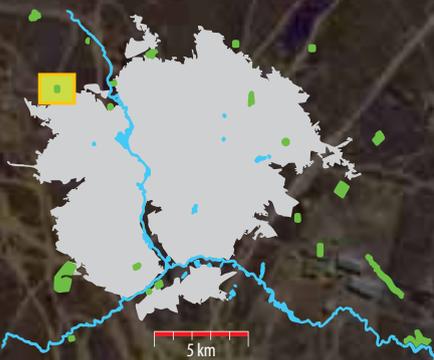
Tshamalale représente l'avenir du secteur de l'horticulture urbaine et périurbaine de Lubumbashi. Sur 6 ha de terrain situés dans la périphérie ouest de la ville, trois associations de maraîchers ont creusé cinq puits de 5 m de profondeur pour exploiter les abondantes ressources d'eaux souterraines du quartier. Puis ils ont acheté grâce à un prêt du projet un système d'irrigation au goutte-à-goutte à faible pression pour leurs champs de tomates, de choux, de haricots verts, d'oignons et de courgettes. Ce périmètre produit maintenant toute l'année quelque 2,5 tonnes de légumes par semaine, qui sont surtout vendus aux supermarchés de la ville. On se sert de Tshamalale dans le cadre du projet pour former d'autres maraîchers à l'intensification durable de la production.



Cinq puits de 5 m de profondeur fournissent l'eau pour les champs de Tshamalale



Les eaux souterraines des puits parviennent dans les champs de choux par un système d'irrigation au goutte-à-goutte à faible pression





Un canal de drainage creusé dans les marais a permis d'augmenter la superficie cultivable, passée de 4 à 6 ha



Un champ de tomates à maturité à Tshamalale



La pépinière d'oignons



Likasi. Les membres de l'association des mères de Hodari, qui cultivent des légumes dans le quartier de Nguya, à 18 km du centre ville

INVESTIR DANS LES FEMMES – ET DANS LA GÉNÉRATION MONTANTE

Il y a plus de 16 000 maraîchers qui participent à la troisième phase du projet – dont près de 10 000 femmes. À Lubumbashi, plus de 6 000 femmes ont souscrit des microcrédits au cours des 10 dernières années, s'en servant pour acheter des intrants et des instruments aratoires. Grâce à la formation dispensée dans les écoles aux champs, elles cultivent désormais 16 types de légumes à feuilles, contre quatre seulement au démarrage du projet. Certaines d'entre elles ont également investi pour se lancer dans le petit élevage, la couture et la garde d'enfants. Un revenu plus élevé, c'est une nutrition améliorée pour les enfants – une étude a constaté que les enfants des maraîchères mangeaient en moyenne 3,3 repas par jour, contre «moins de deux» au démarrage du projet.



Mbanza-Ngungu. Une abondante récolte de choux sur les terrains maraîchers de Kinzau



Lubumbashi. Grâce au microcrédit, les femmes sont nombreuses à pouvoir se doter de pompes à pédale

nouvellement construits ou perfectionnés, fournissent désormais de l'eau toute l'année aux périmètres maraîchers de Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani et Likasi; à Mbanza-Ngungu, l'eau est désormais disponible non plus quatre mais huit mois de l'année.

Par le moyen des écoles aux champs, auxquelles ont participé 350 associations de maraîchers, le projet a introduit et diffusé de nouvelles techniques de production et de traitement et permis de doubler (portant à 50) le nombre de variétés de légumes cultivés. Les engrais organiques et les biopesticides remplacent de plus en plus les engrais chimiques et pesticides de synthèse plus coûteux. Plus de 75 pour cent des exploitants utilisent des semences améliorées et ont adopté d'autres bonnes pratiques – préparation des sols, diversification des cultures, gestion améliorée des pépinières et rotation des cultures.

Essentiellement grâce au projet, la production de légumes à Kinshasa est passée des 30 000 tonnes qu'elle représentait selon les estimations en 2000 à environ 80 000 tonnes en 2009. Les exploitations maraîchères de la ville lui assurent désormais 65 pour cent de l'approvisionnement en légumes. À Lubumbashi, la superficie consacrée au maraîchage, qui n'atteignait pas 100 ha en 2000, est désormais de 720 ha, la production étant passée de 2 250 tonnes à 60 000 tonnes selon les estimations. Les femmes y constituent plus de 70 pour cent des exploitants bénéficiant des activités du projet.

Parallèlement, les cultivateurs de Mbanza-Ngungu passent à la culture hautement profitable de la pomme de terre, obtenant des rendements qui vont jusqu'à 30 tonnes à l'hectare, et la ville fournit désormais des plants de pomme de terre aux cultivateurs de Kinshasa. À Likasi, les revenus mensuels moyens des maraîchers atteignent presque 300 USD, alors qu'ils étaient inférieurs à 70 USD cinq ans auparavant.

Dans toutes les villes du projet, le projet a permis de promouvoir des techniques après récolte simples pour les légumes les plus cultivés – la pâte de poivre rouge est maintenant vendue dans les supermarchés locaux, par exemple. Des points de collecte et de vente ont

été construits ou améliorés dans 15 quartiers afin de mettre en relation cultivateurs et consommateurs.

Du fait qu'ils cultivent des superficies plus importantes et pratiquent des cultures plus profitables, les maraîchers ont des marges bénéficiaires plus élevées et sont mieux à même de couvrir les coûts de la santé et des soins aux enfants. En 2000, moins de 30 pour cent des cultivateurs de Kinshasa et moins de 20 pour cent de ceux de Lubumbashi disaient avoir de l'argent en réserve. Cette proportion est actuellement de 80 pour cent à Kinshasa et de presque 100 pour cent à Lubumbashi. L'épargne est investie dans l'éducation des enfants et la réfection des logements et les cultivateurs sont nombreux à ouvrir des comptes dans des banques mutuelles ou commerciales.

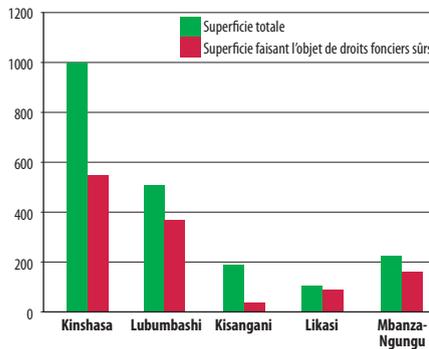
La FAO a conclu que la méthode des Cinq S avait vraiment été fructueuse pour le développement de l'HUP. En sécurisant l'accès des cultivateurs aux ressources (terre et eau) et en enregistrant leurs associations comme organisations officielles, le projet a stabilisé le secteur et jeté les bases de son développement durable. Les conseils techniques et le renforcement des capacités assurés par le biais des écoles aux champs ont montré leur efficacité, avec une amélioration de la quantité, de la qualité et de la sécurité des produits de l'horticulture.

Enfin, dix années de collaboration entre la FAO, le SENAHUP et les autorités municipales ont construit un fondement solide pour des programmes nationaux et provinciaux de développement de l'HUP. La FAO estime que le projet réalisé en République démocratique du Congo sera une plate-forme de diffusion de l'horticulture urbaine et périurbaine durable dans la sous-région des Grands Lacs d'Afrique et au-delà.

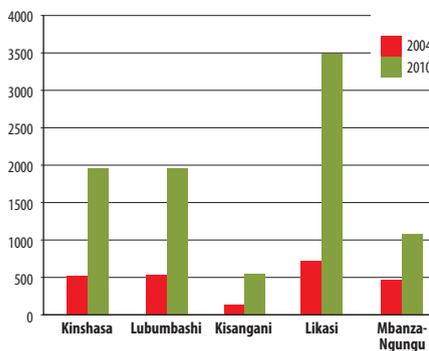
INDICATEURS D'IMPACT

Source: FAO/SENAHUP

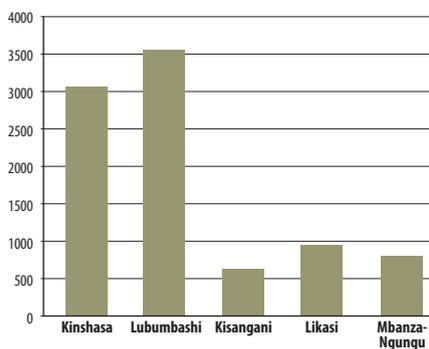
Périmètres maraîchers visés par des activités du projet, 2010 (en hectares)



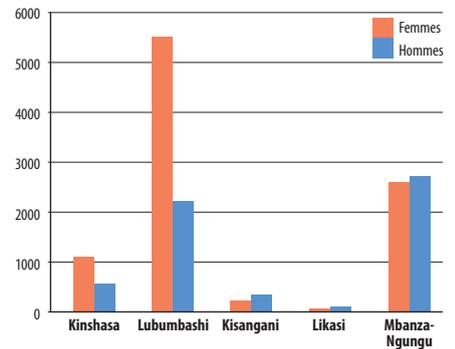
Revenu annuel moyen des maraîchers (en USD)



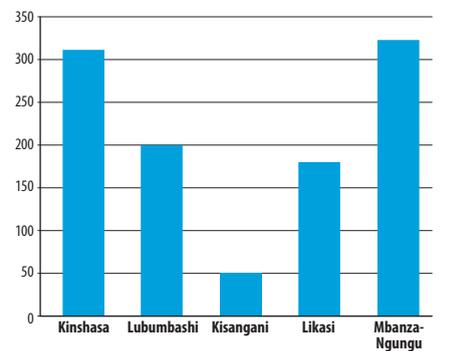
Nombre de maraîchers formés dans une école au champ, 2000-2010



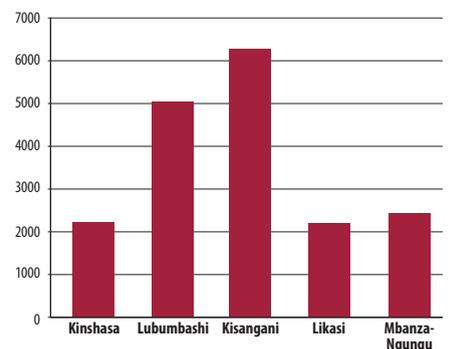
Nombre de maraîchers participant au projet, 2010



Prêts décaissés aux maraîchers, 2000-2010 (en milliers d'USD)



Nombre d'élèves participant au programme de potagers scolaires, 2010



Kashamata

Lubumbashi

«C'est toute ma vie qui est ici»

En 2004, Irène Kalenga s'est jointe à d'autres maraîchers du périmètre de culture de Kashamata pour creuser un canal de 3 km de long destiné à acheminer l'eau de la Kafubu vers leurs champs. Il leur a fallu trois mois de travail à la machette, à la pioche et à la pelle, sur un tracé réalisé par le projet. Leur dur labeur leur assure maintenant de l'eau toute l'année, de sorte qu'ils ont pu étendre la superficie cultivée à 9 ha, contre 3,5 ha précédemment. «C'est toute ma vie qui est ici», dit Irène Kalenga, qui tire en moyenne un revenu mensuel d'environ 375 USD de la vente des choux, des oignons, des tomates et des aubergines.



Deux associations de maraîchers groupant 71 membres cultivent des légumes à Kashamata



Charles Michel (au centre), le ministre belge de la Coopération au développement, est venu en visite au canal de Kashamata en 2009



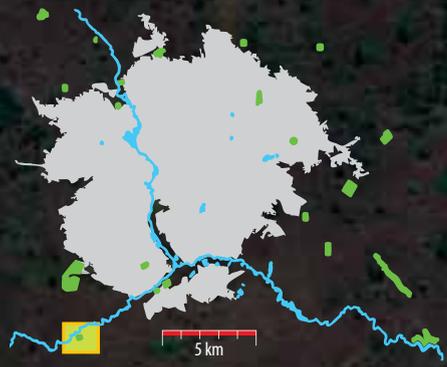
Le canal achemine de l'eau vers 9 ha de terrains maraîchers

● ● ● ● ● ● ● ●
Tracé du canal





*Irène Kalenga
devant ses champs
à Kashamata*



Partenaires pour l'horticulture urbaine et périurbaine

Ministère du développement rural de la République démocratique du Congo

Boulevard du 30 juin,
Commune de la Gombe, Kinshasa



Le Ministère encourage l'HUP par le biais de son Service national d'appui au développement de l'horticulture urbaine et périurbaine (SENAHUP), qui a des bureaux municipaux de l'horticulture dans 13 villes.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Viale delle Terme di Caracalla,
00153 Rome (Italie)



Le programme de la FAO pour l'horticulture urbaine et périurbaine aide les

gouvernements et les autorités municipales à optimiser les politiques, les dispositifs institutionnels et les services d'appui à l'HUP, à perfectionner les systèmes de production et de commercialisation et à améliorer la chaîne de valeur horticole.

Coopération belge au développement

Rue des Petits Carmes, 15
B-1000 Bruxelles (Belgique)



La Belgique a assuré un financement de 15 millions d'USD pour appuyer les projets de développement de l'HUP bénéficiant d'un soutien de la FAO en Bolivie, au Burundi, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire et en Namibie, ainsi que pour une initiative mondiale en cours servant à diffuser les enseignements tirés de ces projets.

Personnel du projet

Coordonnateur national

Israël Nyamugwabiza (SENAHUP)

Conseiller technique principal (FAO)

Bruno Telemans (2000-2008)

Michel Gerard (2008-)

Cadre associé (FAO)

Judicaël Azehoun Pazou

Consultant national

Nseyà Lessime

Bureaux municipaux de l'horticulture

Kinshasa

Lumenga Nasakamur (Conseiller)

Friti Mubiala

Lidjongo Ngombe Colette

Olomba Eugénie

Matindi Batakuu Guylaine

Lubumbashi

Mushail Mutomb Kangaji (Conseiller)

Beby Kayombo Karumbu

Ngity Mbhone

Munga Enzya

Muthunda Muyeketa

Kisangani

Sandja Bilambo (Conseiller)

Mwarabu Esinga Lila

Paluku Nzibake

Likasi

Kindola Wa Ngabo Joseph (Conseiller)

Mandale Kipande

Kitambo Mulimbi

Benda Kambale Roger

Mbanza-Ngungu

Kitiaka Mfum'Andem (Conseiller)

Bananga Babo

Lusilabo Kimbongila

Luamba Di Mvuezolo

Photographies

Couverture: G.Thomas/FAO

p.2: FAO/SENAHUP

p.3: UNPhoto/M.Perret

p.4 (en partant du haut):

Grégoire Mutshail, FAO/SENAHUP

p.5-7: FAO/SENAHUP

p.8-9: G.Napolitano/FAO

p.9 (en partant du haut):

G.Napolitano/FAO (1,4), FAO/SENAHUP

p.10-12: FAO/SENAHUP

p.13 (en partant du haut):

G.Napolitano/FAO (1,2), FAO/SENAHUP

p.14: Bruno Kitiaka

p.15: FAO/SENAHUP

p.16 (en partant du haut):

FAO/SENAHUP (1,3,4),

G.Napolitano/FAO

p.18: G.Napolitano/FAO

p.19 (en partant de la gauche):

FAO/SENAHUP, G.Napolitano/FAO

p.20-21: FAO/SENAHUP

p.22: G.Napolitano/FAO

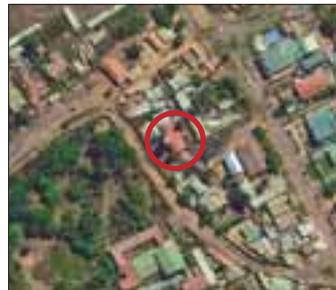
p.24 (en partant du haut):

G.Napolitano/FAO, FAO/SENAHUP

p.25-32: FAO/SENAHUP

Imagerie satellitaire

DigitalGlobe



Le bureau FAO/SENAHUP du projet à Lubumbashi



Le personnel du projet à Lubumbashi

Texte et conception

Graeme Thomas et Giulio Sansonetti

Recherche: Diana Gutiérrez

Avec des remerciements spéciaux aux habitants de Lubumbashi, République démocratique du Congo



DEVELOPPER DES VILLES PLUS VERTES

**Programme de la FAO
pour l'horticulture urbaine
et périurbaine**

Division de la production végétale
et de la protection des plantes
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

greenercities@fao.org
www.fao.org/ag/agp/greenercities/



Élaboré avec
la contribution
de la Coopération
belge au
développement